

Une école de la réussite pour tous

Déclaration du groupe de l'Outre-mer

Le constat est connu de tous, l'école française ne joue plus efficacement son rôle et renforce les inégalités sociales et culturelles. Par une démarche originale visant à faire remonter les expériences de terrain, l'avis permet de mieux comprendre les mécanismes d'exclusion qui empêchent la réussite à l'école, et notamment celle des plus défavorisés.

En outre-mer, la massification tardive de l'enseignement primaire, les conditions particulières d'exercice, l'insuffisante prise en compte des réalités locales dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques par les administrations concernées sont autant de facteurs qui peuvent expliquer pourquoi le système éducatif ultramarin est moins performant et toujours en situation de rattrapage. Le groupe de l'Outre-mer remercie la rapporteure d'avoir pris en compte ces réalités ultramarines, illustrées également par certaines expériences réussies telles que celle développée au lycée agricole de Pouembout en Nouvelle Calédonie autour de la promotion des langues vernaculaires et des cultures océaniques.

Dans ses recommandations, l'avis fait référence à l'avis relatif au défi de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ultramarins rapporté par Eustase Janky en insistant notamment sur les points suivants :

- le renforcement de l'offre scolaire par l'élaboration de plans spécifiques de construction, de rénovation et de rétrocession des bâtiments scolaires et des terrains aux communes ;
- le fait de rendre obligatoire, pour tous les enseignants sur les territoires ultramarins, en amont de l'année scolaire, une initiation aux principales langues vernaculaires et aux cultures du territoire dans lequel ils travaillent ;
- la nécessité de conforter les plateformes de suivi et d'appui aux jeunes décrocheurs en les rendant plus lisibles par l'identification d'un chef de file pour chaque territoire.

Le groupe de l'Outre-mer considère qu'il s'agit là de quelques pistes concrètes qui permettraient de réduire le véritable décalage qui existe entre l'Outre-mer et l'hexagone, tant en termes de besoins que de résultats. Le groupe de l'Outre-mer a voté l'avis.